Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale ACP-UE
Technical Centre for Agricultural and Rural Co-operation ACP-EU
CTA

Farmer strategies for market orientation in ACP agriculture

Proceedings of a CTA/Teagasc/Department of Agriculture, Food and Forestry, Republic of Ireland, seminar

Actes du séminaire : les stratégies paysannes et adaptation aux marchés dans les pays ACP

Dublin, Ireland, 23–27 October 1995

1.1

Du producteur au consommateur

A. Leplaideur (CIRAD-CA)

Dans un passé encore assez récent, les opérateurs agricoles intervenant auprès des paysans des pays tropicaux ACP focalisaient leurs interventions sur la seule fonction de la production agricole. Il s'agissait d'améliorer la production existante à partir de l'introduction d'innovations telles que de nouvelles semences, des engrais, des produits de traitement et de nouveaux outils de travail du sol. Ces éléments combinés donnaient des modèles multiformes de nouveaux systèmes de culture à promouvoir en milieu rural. L'acceptation par les paysans était la mieux réussie quand on avait pris soin de les associer dès le début de la conception des nouveaux systèmes de culture ou/et quand un projet de vulgarisation amenait aux paysans les moyens de réaliser leur mutation technique (réseaux de crédit, de distribution d'intrants, etc.).

Il faut aussi reconnaître que les financiers de la recherche, de la vulgarisation et des projets de développement ont historiquement privilégié les aides aux cultures d'exportation (café, cacao, arachide, coton, huile de palme, caoutchouc) ou aux cultures ayant un marché mondial établi (maïs, riz, etc.).

Les projections démographiques dans les pays ACP ont ensuite montré un accroissement urbain plus rapide que celui du monde rural. Si ces pays ne veulent pas accroître leur dépendance alimentaire, leurs espaces ruraux doivent augmenter leurs ventes de denrées vivrières vers les villes. Nous souhaitons montrer ici comment ce nouveau thème de "nourrir les villes" induit une nouvelle évolution des programmes de recherche et développement sur les cultures vivrières. En effet, il ne s'agit plus de ne s'intéresser qu'à la production, mais à une production finalisée vers des consommateurs spatialement identifiés. Outre les actions sur la production, il faut alors ajouter la connaissance et l'amélioration des réseaux marchands liant les campagnes aux villes.

Pour illustrer ce processus, je prendrai ici l'exemple de la lente mutation en train de s'opérer au sein de l'institution de recherche appliquée à laquelle j'appartiens, le CIRAD, et principalement son département des cultures vivrières.

L'évolution constatée dans les approches en recherches agronomiques tropicales orientées vers le développement peut se schématiser en trois stades qui associèrent dans leurs parcours au moins agronomes et économistes.

Etablies sur la foi dans le modernisme, les premières démarches pensèrent que l'accroissement des performances productives des pays tropicaux pouvait se résoudre par le simple transfert, adapté, de techniques. Dans le domaine de la production agricole, cela se traduisit par la mise en place de réseaux de stations d'expérimentation où étaient analysées les meilleures combinaisons et les meilleures gestions techniques entre la plante (les variétés), le sol (son travail, le maintien de sa fertilité) et l'eau (maîtrise des apports). La dominance des agronomes dans cette démarche fit qu'on aboutit souvent à proposer des modèles de culture qui étaient uniquement fondés sur l'optimum technique : la combinaison des meilleures variétés avec les meilleurs produits (engrais, pesticides, insecticides, herbicides) et les meilleurs travaux du sol était essentiellement jugée sur le critère des rendements par hectare qui, dans les conditions de l'expérimentation, s'avéraient toujours plus élevés que ceux obtenus chez les "clients potentiels", les paysans.

Les microéconomistes "comptables" relevèrent très vite les limites de ce type de raisonnement. Ils insistèrent sur le fait qu'un paysan qui souhaitait appliquer ces techniques n'avait pas essentiellement une âme d'agronome. Il poursuivait un objectif économique qui lui imposait au moins de prendre en compte le coût de l'opération et la marge qu'il pouvait en retirer. Dans les calculs sur les résultats expérimentaux furent alors ajoutés les éléments sur les coûts et les marges attendues. On introduisit ainsi pour la première fois la notion du prix sur le marché des facteurs et des cultures produites. Chaque station expérimentale put proposer ses résultats sous forme d'une "série d'innovations potentielles" présentées en termes de rendement escompté, de coûts nécessaires à investir et de marge potentielle espérée. Les analyses les plus évoluées en la matière distinguèrent d'ailleurs deux types de marges : la première était ramenée à l'hectare ; la seconde était ramenée à la journée de travail. Beaucoup d'économistes avaient en effet remarqué que les paysanneries auxquelles ils destinaient ces innovations privilégiaient cet indicateur dans leur jugement.

Grâce à cette nouvelle démarche, les stations proposèrent des innovations appréciées non plus seulement en termes d'optimum technique, mais en termes d'optimum économique. Cette mutation ne fut pas si aisée car elle imposa aux agronomes, les véritables inventeurs de nouveaux référentiels techniques proposables, d'accepter le principe selon lequel l'optimum technique peut être inférieur en rendement à l'optimum économique. Il est toujours agaçant pour un chercheur de devoir reconnaître que sa science n'est pas globalisante, donc ne peut tout prendre en compte. Par ailleurs, cette mutation imposait d'accroître la taille des parcelles expérimentales, du moins d'une certaine partie d'entre elles, pour pouvoir notamment estimer les coûts de certaines opérations (labour, etc.), et surtout de calculer de manière à peu près cohérente les nouveaux temps de travaux nécessaires pour le calcul des marges ramenées à la journée de travail.

Dans ces analyses, notons que les "prix de marché" étaient des données exogènes assez arbitraires, comme peut l'être la référence d'une donnée de pluie sans la compréhension du système climatique qui l'accompagne.

Malgré cette avancée, des microéconomistes, cette fois-ci "gestionnaires", écrivirent leurs insatisfactions. Pour eux, ces approches relevaient d'une démarche comptable – résultat économique sur une plante et sur son itinéraire économique au niveau de la parcelle. Elles ne tenaient aucunement compte des décisions de gestion des clients potentiels, les paysans, qui ont àdécider des meilleures combinaisons économiques pour l'ensemble de leur exploitation agricole. Celle-ci peut se définir comme une combinaison de moyens propres (terres disponibles, matériel agricole, travailleurs permanents) qu'ils doivent optimiser. Parfois même, il peut être intéressant pour eux, en termes de coût d'opportunité à un moment donné, de choisir un itinéraire technique sur une culture inférieur à l'optimum économique proposé par les chercheurs (conduite extensive, à la marge par rapport à un intensif, etc.).

Ce débat fut durement ressenti par les agronomes et bon nombre d'entre eux, dont certains encore aujourd'hui, rejetèrent cette façon de voir. Ils la définirent comme extérieure à leur science. Un argument supplémentaire en décida d'autres à relever ce défi. S'appuyant sur des théories schumpeteriennes, certains économistes avancèrent l'idée qu'une recherche appliquée devait nécessairement s'intéresser aux attentes de ses "clients". En fait, les innovateurs sociaux réels étaient ceux qui prenaient le risque économique de l'innovation. En d'autres termes, il s'agissait des paysans. Dans ce processus, le chercheur n'était qu'un inventeur d'une technique qui, si elle n'était pas appliquée, restait du domaine du "potentiel", mais sans impact sur la réalité. La mainmise coercitive de l'Etat dans des processus de vulgarisation descendants (recherche vers le développement) tendant à s'estomper avec l'augmentation du libéralisme, il fallait inverser le sens de la flèche et parler également de la demande sociale paysanne.

Pour se rétablir dans leurs marques agronomiques et une part de la maîtrise du processus, les agronomes "mutants" enfourchèrent alors le concept de "gestion agronomique de systèmes de culture" qui intégraient plusieurs plantes et qui s'inspiraient de ceux observés chez les paysans situés aux alentours de leurs stations. Le

thème de l'"évaluation de l'acceptation sociale des innovations" apparut, ce qui donna un nouveau dispositif expérimental ayant deux axes. Le premier était le dispositif station où les chercheurs travaillaient sur la mise au point de nouveaux systèmes de culture, agronomiquement et économiquement plus performants que ceux des paysans. Le second était constitué d'un réseau de fermes de référence où le paysan cette fois-ci était décideur de ses choix, mais où il s'était engagé à essayer certains des nouveaux systèmes de culture mis au point dans les stations. Les paysans inclus dans ce dispositif recevaient un double conseil : celui des agronomes et celui des économistes l'appuyant en "conseil de gestion", en utilisant notamment les outils de simulation que permettait la florissante expansion de la micro-informatique.

Cette deuxième démarche eut, certes, plus de succès que les précédentes. Beaucoup de systèmes de vulgarisation s'en inspirèrent. Certains continuent à avoir une entrée privilégiée auprès des bailleurs de fonds internationaux. Toutefois, le rapprochement du contact entre chercheurs et paysans dans ces dispositifs où ils étaient considérés comme partenaires suscita un effet en retour, le fameux feed-back, qui réinterrogea les chercheurs sur leurs concepts et sur leurs méthodes. On peut résumer les attentes paysannes exprimées en quatre séries d'interrogations.

La première portait sur les finalités économiques de l'acte productif dans les exploitations agricoles. Il se révéla très vite que les paysans, notamment ceux qui avaient le moins de moyens, distinguaient deux objectifs économiques différenciés et non pas un seul fondé sur un profit argent global. Le premier portait sur la gestion d'un équilibre alimentaire qui devait faire disparaître pour eux la hantise de la période de soudure. Faisant peu confiance à un marché qui drainait mal les produits vers eux ou qui les vendait à des prix exorbitants à cette période, ils préféraient appuyer leur sécurité sur une autoproduction jugée prioritaire. Le simple calcul des gestionnaires, en termes de choix des cultures et des techniques, fondé sur l'optimisation des marges, n'était pas opérant car il se référait à une "théorie des prix de référence des facteurs" qui n'avait rien à voir avec la réalité. Quand il faut manger, on ne peut attendre que le produit arrive, il faut trouver la solution. Une première spécificité du marché apparut : celle de son réseau géographique, du rythme temporel des flux, des différences de prix selon les lieux et les moments, et surtout du raisonnement paysan qui le jugeait fiable ou non fiable (aléatoire) selon ses propres attentes. Cela rejoignait également ses inquiétudes sur les aléas de ses revenus pour les produits qu'il vendait, ce qui était son deuxième objectif.

La deuxième interrogation portait sur l'accès aux moyens de production nouveaux proposés par la recherche. La recherche agronomique pouvait créer de nouveaux systèmes de culture en dehors des contraintes de l'approvisionnement économique et des prix locaux. Son influence naturelle, ses réseaux internationaux d'alliance lui permettaient d'acheminer en dehors des marchés locaux conventionnels et à de faibles prix (détaxation, etc.) les nouvelles variétés, les nouveaux produits, les nouveaux matériels nécessaires à son expérimentation en station et chez les paysans de référence.

Quand ils arrêteraient leur démarche, et quels qu'en soient les attraits et succès auprès des paysans, qui prendrait la relève ? Une deuxième spécificité du marché apparut ainsi, portant sur sa structure d'organisation.

La troisième interrogation vit le jour lors de l'effort entrepris par la recherche et les institutions d'Etat pour lever l'objection mentionnée ci-dessus. Malgré les réseaux institutionnels d'approvisionnement mis en place, l'accès était socialement très différencié entre ceux qui avaient ou non l'argent et/ou les influences pour obtenir les produits et services. Par ailleurs, les dynamiques agraires créées en cas de succès révélaient une course à la terre dont l'accès n'avait alors plus rien à voir avec la libre offre du foncier dans un marché ouvert.

L'enjeu des rapport sociaux apparu, le microéconomiste gestionnaire ne suffisait plus pour comprendre ce processus et agir avec lui, et ce d'autant plus que les découvertes sur les "stratégies individuelles d'accumulation de terre hors marché et de bétail" révélèrent un troisième objectif paysan non pris en compte lors de leur analyse très gestionnaire.

Les socioéconomistes s'intéressèrent alors à l'affaire. En suivant Durkheim, puis Balandier, ils argumentèrent en disant que le fait social est toujours "plus" que le fait d'intérêt économique des séries de microcosmes individuels ajoutés les uns aux autres. Des éléments hors des seuls enjeux du marché régulaient et ordonnaient les choix individuels. Des institutions sociales arbitraient les conflits et favorisaient les alliances entre groupes sociaux. Les géographes du fait humain et des historiens, trop peu nombreux, furent invités à se joindre à ces mouvements de pensée et d'action pour apporter aux nouveaux discours les éléments sur l'espace concerné et les épaisseurs temporelles sur lesquelles se forgeaient ces pratiques.

Les économistes adeptes des théories de la répartition sociale – les néomarxistes – se joignirent à ces groupes.

Cette troisième phase de la démarche donna les plus beaux fleurons des approches francophones et anglophones en matière de systèmes agraires. Celles-ci montrèrent l'emboîtement qui existait dans les processus de passage d'un centre d'analyse fondé d'abord sur la technique, puis sur l'individu-acteur, pour s'élargir vers son insertion sociale et économique dans un village et dans une région. Fut alors mise en avant la complexité des phénomènes sociaux agissant dans un processus de développement technique régional. Les vues purement agronomiques et économiques furent jugées trop normatives, simplistes. Furent alors prônées les approches de recherche-développement participatives. Elles devaient inévitablement réaliser, avant l'expérimentation, une série de diagnostics techniques et socioéconomiques visant à déterminer les axes techniques et économiques de la "demande sociale", en précisant à quels acteurs elle était destinée. Elles demandaient également à associer systématiquement les types de paysans concernés aux expérimentations, et ce dès leur conception : expérimentation à la ferme. Les sociologues établirent une savante hiérarchie entre "thèmes techniques légers" et "thèmes techniques lourds" (en termes simples, ceux qui sont aisément acceptés car à peu de risque économique pour les paysans – exemple, une nouvelle variété – et ceux qui demandent une mutation risquée, tel un équipement lourd entraînant un fort endettement). Le degré de prise de risque potentiel des paysans fut classé en termes de "stratégies offensives" ou "stratégies défensives". Ces approches prônaient également des alliances très étroites avec les "organisations paysannes en place".

La capacité d'expertise sur le changement technico-économique passa à une aptitude à la planification régionale globale, processus qui suppose de gérer certes l'innovation technique et économique, mais aussi les mouvements et rapports sociopolitiques que le processus engendre. Partant des associations avec la base, on parla parfois de "processus démocratique de recherche". Le développement n'était plus un fait technique ou économique mais un fait social global.

A ce nouveau stade ont correspondu deux séries de critiques qui, selon certains, ont limité son efficience, mais, pour mon avis plus optimiste, ont contribué à stimuler de nouvelles approches, notamment celle d'une meilleure connaissance, non plus seulement théorique, mais réelle des marchés.

L'entrée des sciences sociales aux côtés des agronomes apporta à ces derniers une nouvelle nécessité de redéfinir leur place et leurs méthodes. Ils avaient conscience de devoir garder une place privilégiée au centre du dispositif de création-adaptation de nouvelles techniques potentiellement attractives pour le milieu social. Ils étaient toutefois un peu perdus de voir àprésent dominer les sciences et techniques de l'observation et de l'animation au détriment de celles de l'expérimentation-vérification. Si nous passons au-delà des stériles polémiques portant sur les "sciences dures" et les "sciences molles", j'émets la périlleuse tentative de restreindre cette "nouvelle affaire" à deux débats de fond plus constructifs. (Cet exercice est périlleux car les débats sont encore chaudement animés.)

La première fut de difficilement accepter la longueur et le coût de diagnostics précis, qui apportent certes de la connaissance mais, à leurs yeux de techniciens, ne font pas avancer l'impact sur et pour le développement. Cette petite aigreur pouvait se transformer en opposition houleuse, voire catégorique, quand ces sciences voulaient à

elles seules et sans techniciens, hormis de simples exécutants, relever le défi du "développement". Voir fleurir les projets de pure organisation sociale, villageoise, où la philosophie était de mettre tout le monde en commun autour d'en enjeu trop global, peu ciblé, tendait à faire sourire ceux qui étaient armés d'humour, àfaire rager ceux qui étaient encore armés de solides croyances sur les capacités révolutionnaires du progrès technique. Heureusement, il exista cependant certains terrains où méthodes du milieu naturel et du milieu humain purent s'associer. Dépassant ces procès d'intention et reconnaissant àchacun une place dans le processus de la connaissance et de l'action avec les partenaires paysans, agronomes et spécialistes des sciences sociales eurent à travailler ensemble sur les mêmes terrains. Malgré leur bonne volonté pluridisciplinaire, ils se heurtèrent à une difficulté d'une autre ampleur que le discours : celle de leurs méthodes et principalement des méthodes mathématiques, qui sont académiquement jugées essentielles pour maintenir leur renommée de "rigueur scientifique". Dans ces approches, les sciences sociales sont les moins perturbées. Finalement pour elles, ce nouveau champ de recherche continuait à être fondé sur les méthodes d'observation qu'elles maîtrisaient déjà : les enquêtes et l'utilisation des méthodes de statistique descriptive pour en traiter et en interpréter les résultats. Tout au plus eurent-elles quelques taquineries sur leur échantillonnage, donc leur représentativité, dans un milieu d'étude il est vrai très hétérogène. La mutation était d'un tout autre ordre pour les agronomes.

Dans leur approche expérimentale (prouver par l'expérimentation), il leur faut fixer certains facteurs pour en faire varier d'autres. Les approches participatives et pluridisciplinaires aboutissent à établir des réseaux d'expérimentation et des protocoles différenciés d'expérimentation selon les demandes des paysans, qui rendent difficilement maîtrisable le processus de sélection des variables à fixer et des répétitions avec un même protocole à réaliser. Des expériences sont actuellement conduites sur ce thème et la recherche continue son travail de fourmi en la matière. De nouveaux outils apparaissent, tels les modèles associant biologie et économie, dont on attend avec espoir les résultats. Mais déjà, les processus de résolution qu'ils utilisent, fondés sur la dominance de la logique, tendent à rendre trop normatifs certains éléments pourtant déterminants : processus sociaux et agronomiques complexes.

Quoi qu'il en soit, cette troisième période des recherches appliquées au développement a accru l'efficience des réappropriations par les paysans de nouvelles techniques, de nouvelles pratiques organisationnelles. Bizarrement, on est étonné de constater qu'elles n'ont que très marginalement intégré l'analyse des formes de l'impact des échanges marchands vivriers. Même quand leurs analyses prétendaient prendre une vocation régionale, il y eut hypertrophie des analyses sur la fonction de production, mais pas de celles sur les prix et les circuits d'échanges de biens. La raison, je pense, en est due à l'histoire de ces courants de pensée qui se préoccupèrent davantage de rechercher une coordination entre eux autour du fait agraire que d'accepter avec intérêt l'arrivée de spécialistes focalisés sur un autre champ que le leur : celui des échanges. L'espace agraire était le point de ralliement de toutes ces sciences. Il y avait risque de le disperser en considérant également un nouvel espace : celui des échanges marchands et des phénomènes urbains associés. Une autre raison semble résider dans la réticence qu'eurent les économistes, associés aux démarches agrariennes, focalisés sur l'analyse des modes de production, à avoir recours au champ des théories économiques des échanges, relevant d'une école qui reconnaît trop peu le fait du rapport social humain lié à l'échange. Des esquisses timides d'association avec l'école des économistes institutionnalistes permirent cependant ce "pointage" vers une analyse liant la recherche-développement dans les campagnes aux grands enjeux de ses effets sur l'approvisionnement des villes.

Avec une nouvelle vision, les projets ruraux de développement intégré multi-objectifs purent trouver des projets fédérateurs autour de produits vivriers clés liant les intérêts d'autoalimentation des producteurs, leurs intérêts de recherche d'un revenu monétaire par la vente et l'attente des consommateurs urbains cherchant à se nourrir non pas seulement àpartir de "nutriments" indifférenciés à moindre coût, mais de produits issus de leur campagne et rentrant dans leur conception culturelle de la gastronomie. L'idée de "filière", concept francophone, était née. Elle s'inspirait de la recherche des liaisons entre la sphère des systèmes agraires et celle des systèmes

commerciaux, la première plus francophone et la seconde plus anglophone. Ne pouvant réétudier et agir sur toutes les liaisons à la fois, elle sélectionnait un, deux, voire trois produits dominants ayant une forte importance sociale et économique dans les échanges. Elle regardait ensuite quels étaient les points de productivité que l'on pouvait gagner en introduisant des innovations, notamment techniques, dans chaque fonction de la filière : transformation, commerce de collecte et de distribution, production. Sur cette dernière, les agronomes avaient un rôle déterminant à jouer.

Par ces analyses, le développement rural régional échappa à sa tendance à trop autocentrer ses objectifs. Dans ses projets, la campagne acquit le droit de se fixer des objectifs de liaison avec les villes, ce qu'elle avait déjà accompli dans les faits (et depuis des temps historiques) mais pas dans les projets.

Cela a actuellement deux conséquences dans la programmation des projets de recherche-développement dans les campagnes et des enjeux que l'on soumet aux agronomes et aux "agraristes". La première est de progressivement découvrir les formes d'organisation d'un commerce, souvent présent depuis longtemps, et de reconnaître qu'il n'est pas si informel ni si anarchique que cela. Apprendre à respecter son existence et ses nécessités peut aider à mieux programmer les types d'innovations agricoles à introduire. Le marché, les prix, les réseaux d'approvisionnement et d'exhaure des produits d'une région ne sont alors plus des données mythiques (prix moyens, flux moyens) comme l'étaient l'arrivée d'une pluie et une pluviométrie moyenne, mais des données réelles (prix bord champ réel, saisonnalité des flux et des prix). De même que les analyses en agrométéorologie ont permis de faire des avancées agronomiques puis agricoles autour de la notion de risque, ces analyses sur les marchés transforment ce qui était perçu comme un aléa en un système qui a sa cohérence et avec lequel le paysan doit apprendre à négocier.

Le second enjeu consiste à reconnaître que, dans le cadre de ces échanges de marchandises entre villes et campagnes, il faut parfois essayer d'améliorer les plantes et les systèmes de culture de plantes dites auparavant "autochtones sans intérêt majeur", dont on n'avait jusqu'à présent que peu capitalisé les avantages en recherche agronomique : manioc, igname, taro, mil, sorgho, voandzou, héré, karité, légumes feuilles plutôt que légumes fruits, coïx (ou larmes de Job), anacarde.

Pour finir, et sans que cela apparaisse comme des méthodes qui vont révolutionner la science, je vous décrirai succinctement où en sont nos travaux "d'honnêtes artisans" menés dans le cadre de nos réseaux d'alliances avec des collègues des pays ACP. Je vous présente brièvement ici les principales avancées qu'a permis de faire chacun de mes collègues du CIRAD de Montpellier travaillant sur ces thèmes. Une petite note finale résume le niveau de schématisation auquel nous avons abouti à ce jour. N'y sont reproduits que les axes de méthodes opérationnelles maîtrisées pour être rapidement exécutées. Des recherches plus méthodologiques et plus théoriques continuent, notamment avec des collègues anglais et anglophones des universités de Manchester, Oxford, Sussex, Londres.

L'esprit dans lequel il nous semble devoir travailler à présent peut être énoncé en deux points auxquels il nous faut rester fidèles.

Le premier concerne ce que certains commencent à appeler la *post normal science*. C'est celle qui accepte d'être jugée non plus seulement par les pairs de sa discipline et sur son seul académisme, mais par tous les acteurs de la production qui espèrent les effets de l'innovation. Ainsi, une "pluralité" de sciences accepte la sanction de l'efficience jugée non pas uniquement par les bailleurs de fonds, mais par les clients, agriculteurs du terrain.

Le second rejoint le premier : en face de méthodes permettant des synthèses globales à de larges échelles naturelles, macrorégionales, continentales, mondiales (systèmes d'information géographique, macroéconomie), admettre et raisonnablement tenir notre volonté d'expériences concrètes et réussies, du local. Organiser le local de manière qu'il puisse réagir et négocier sa place dans ce large univers des grandes idées et des grands enjeux. Sans ce contre-pouvoir, le local ne serait plus que l'exécutant de grands projets-gendarmes.

Quelques travaux des socioéconomistes du CIRAD-CA

A partir de janvier 1989, le département IRAT puis CIRAD-CA a entamé des travaux sur les réseaux marchands des denrées vivrières destinées à approvisionner les villes. Les principaux produits et les principaux pays concernés par ces analyses sont cités dans le tableau 1.

Les recherches sur trois des quatre produits (légumes, manioc, riz) étudient la production et les réseaux informels (commerce, transformation, transport) qui approvisionnent les villes. Des travaux sont également menés sur les quantités consommées dans les villes et les formes de cette consommation. Les recherches sur le dernier produit (maïs) s'intéressent davantage aux réseaux qui approvisionnent les industries de provenderie et les brasseries (unité de fabrication d'aliments à base de grains pour les animaux).

Pour les légumes, P. Moustier indique aux créateurs potentiels d'innovations, les agronomes, qu'il faut davantage s'intéresser aux légumes feuilles, à la tomate et à l'oignon. Le principal problème à résoudre semble être de régulariser l'approvisionnement des marchés en limitant les effets de la saisonnalité (travailler sur les variétés précoces, tardives, la production de contre-saison). Le rapport de prix entre la production et la consommation ne montre pas de marges excessives au niveau des intermédiaires, mais un coût très élevé des transports.

Pour le maïs, J.L. Fusillier montre, dans le cas de la Côte d'Ivoire, qu'une demande nouvelle de petites industries d'alimentation du bétail a entraîné une réponse spontanée du paysannat dans les années 80 (de 5 000 à 40 000 tonnes). Cette offre nouvelle s'est moins réalisée dans la région écologique où elle était attendue (la savane) que dans la zone pionnière de forêt où les réseaux "informels" et bien structurés de collecte du café et du cacao ont su s'adapter à cette nouvelle demande en stimulant les producteurs. En l'absence de schémas techniques intensifs, les producteurs ont pratiqué des systèmes extensifs issus de leurs pratiques antérieures. Dans le cas du Cameroun, Fusillier insiste sur l'existence d'une bonne dynamique de production, celle-ci étant régulièrement collectée par les commerçants pour une revente aux brasseries et aux provenderies. Toutefois, ce réseau rencontre des difficultés pour répondre à la demande industrielle au moment de la soudure alimentaire. La constitution de stocks régulateurs améliorerait le système.

Tableau 1. Etudes du CIRAD-CA sur les réseaux marchands des denrées vivrières

	Légumes[a]	Maïs	Manioc	Riz
Bénin				x
Cameroun	x	x	x	
Congo			x	
Côte d'Ivoire		x		
Ghana				x
Guinée-Bissau	x			
Guinée-Conakry	x			x
Madagascar				x
Mali				x
Sénégal				x
République centrafricaine				x
Thaïlande				x[b]
USA				x[b]
Vietnam				x

Note: a Ces travaux continuent au CIRAD-FLHOR depuis janvier 1994
b Dans ces pays on été étudiés les réseaux commerciaux à destination de l'Afrique

Dans le cas du manioc, D. Naire montre que le manioc et les légumes constituent les principales rentrées d'argent des paysans du Pool au Congo. Cette production est commercialisée de longue date (avant la période coloniale) et renforce encore de nos jours ses flux vers l'alimentation des deux principales villes, Brazzaville et Pointe Noire. L'évolution des formes de la demande urbaine fait passer petit à petit les modes de transformation de la "chicouange" (pain cuit de manioc) à la production de cossettes séchées pour le "foufou".

L'étude du cas du riz destiné à l'approvisionnement des villes a nécessité un dispositif de recherche particulier dans ces travaux : ce n'est pas simplement une production africaine de longue date (plus de 3 500 ans

en Afrique de l'Ouest), mais également une denrée politico-économique de secours aux grandes capitales africaines dont la demande alimentaire excède l'offre nationale en céréales et tubercules. Elles se tournent alors vers les importations qui sont passées en Afrique de 10 % du marché mondial dans les années 60 à 25 % dans les années 80. Quatre chercheurs ont principalement travaillé sur la problématique de "nourrir les villes en riz".

H. Benz, par ses études sur les principaux pays exportateurs (USA et Thaïlande) et dans ses trois exemples africains (Bénin, Guinée-Conakry et Sénégal), a montré que le riz importé avait un pouvoir de concurrence vis-à-vis des denrées locales supérieur à celui des productions locales. Cet avantage s'appuie sur trois facteurs complémentaires des différentiels de prix entre riz locaux et riz mondiaux. Le premier est dû à l'accessibilité d'un gros tonnage centralisé (bateau) en face d'une offre nationale atomisée. En cas de pénurie urbaine imprévue, les importations sont d'autant plus utilisées que l'aide internationale a su forger de nouvelles habitudes urbaines de consommation...et qu'elles peuvent toujours intervenir de manière rapide.

Le deuxième s'explique par le tissu social que ce genre de commerce a créé. Jouant sur de gros volumes, nécessitant de grands capitaux et ayant un rôle stratégique important (paix sociale dans les villes), ce commerce a réuni autour de lui des acteurs influents très proches du pouvoir politique. Ce milieu du "politico-business" a un certain intérêt à son maintien.

Enfin, les taxes perçues sur les importations constituent une ressource parfois importante pour l'Etat qui, en termes d'analyse purement financière, peut préférer la pratique de l'importation àcelle de la promotion de sa riziculture nationale, qui lui coûte souvent de l'argent par les subventions accordées.

J-F. Lecoq est parti au Vietnam pour deux ans en vue d'étudier les facteurs qui expliquent l'arrivée récente de ce pays sur le marché mondial, alors que la demande intérieure au Vietnam est encore élevée.

Dans une étude de cas sur la Guinée, historiquement rizicole depuis plus d'un millénaire, L. Pujo démontre que le sud-est de ce pays est la zone privilégiée de la riziculture guinéenne. Les réseaux informels de collecte et de transformation y ont, comme dans le cas des légumes, une bonne efficience pour approvisionner une grande partie des zones urbaines du pays àdes prix très compétitifs vis-à-vis des importations. Toutefois, cet équilibre est précaire car il est à présent concurrencé par l'aide alimentaire, et l'appareil de production national manque de nouveaux référentiels techniques pour accroître son offre en face d'une demande grandissante.

A. Leplaideur a abordé ce thème de l'approvisionnement des villes en riz dans quatre situations particulières (Ghana, Guinée, Madagascar, Mali). Il a mis en place un double appareillage d'enquête. Le premier est tourné vers l'analyse microéconomique des filières rizicoles nationales (production, collecte, transformation, consommation). Le second s'appuie sur certaines estimations macroéconomiques de la compétitivité entre les riz importés et les riz "nationaux" dans trois de ces quatre pays. Ses constats aboutissent à proposer une nouvelle relance de la riziculture en Afrique de l'Ouest qui soit davantage fondée sur les spécificités historiques et socio-économiques de sa riziculture que sur le modèle ethnocentrique développé jusqu'à présent, celui de la riziculture irriguée asiatique. Il s'étonne que plus de 90 % des aides destinées à la riziculture entre 1960 et 1985 se soient portés sur le type de production "irriguée", qui concerne 5 % des surfaces et 10 % de la production rizicole de l'Afrique de l'Ouest. Pourtant, les études économiques confirment l'absence d'avantage comparatif de cette pratique. Il préconise une relance des autres types de riziculture compétitifs (riziculture pluviale, de bas-fond, inondable, etc.), fondée sur des innovations facilement accessibles à l'ensemble des producteurs et qui amènent plus à la réduction des risques qu'à la haute performance technique.

Il insiste sur la nécessité de soutenir et de relancer certains acteurs du commerce de collecte singulièrement menacés par les réseaux établis pour le riz importé. Il insiste également sur le recul, dans les différents pays analysés, des formes de la grande transformation en usine au profit d'une multiplication des petites unités de

décorticage plus accessibles aux moyens des commerçants, moins coûteuses et qui atomisent leurs services dans toute la campagne. La période actuelle de diminution des niveaux de vie urbains supporte aisément la baisse de qualité du produit final qui accompagne ce changement technologique.

Tous ces travaux d'économistes font ressortir l'existence de zones rurales liées de façon privilégiée aux villes pour leur approvisionnement. Une carte peut être établie pour la majorité des pays analysés, ce qui permettrait d'orienter la recherche d'innovations et leur vulgarisation vers les zones qui, commercialement bien drainées, répondront sans doute plus vite aux enjeux d'approvisionnement des villes. Il semble judicieux, dans le futur, de continuer la "cartographie" de ces réseaux liant les campagnes aux villes et d'analyser les différences de prix à chaque opération de vente/achat et selon les saisons de la production.

Le point actuel sur les méthodes d'analyse des marchés régionaux et nationaux des produits vivriers en pays tropicaux

Champ d'analyse

- Un des champs privilégiés des analyses du CIRAD-CA porte sur les petites paysanneries qui produisent des denrées vivrières pour leur autoconsommation et pour la vente. Les recherches, conçues dans l'esprit de proposer des innovations proches des attentes des petits producteurs, sont souvent menées de manière pluridisciplinaire : écologie, agronomie, socioéconomie. Les recherches ont àprésent une bannière, celle des systèmes agraires.
- D'un très grand intérêt, elles ont toutefois souffert d'une absence d'analyse de l'articulation de cette petite production marchande (PPM) avec les réseaux marchands qui irriguent les campagnes : le petit commerce des vivres (PCV) qui approvisionne les villes.
- Nos recherches essayent de forger des méthodes d'analyse de ces articulations entre les villes et les campagnes productrices.

Question originelle

Les travaux de l'histoire économique attestent l'existence précoloniale de circuits d'échanges vivriers de courte et de longue distance. Au cours des siècles se sont donc formées des pratiques et règles sociales des échanges. Présentées dans cette perspective, les phases coloniales et libérales plus récentes sont perçues comme de nouvelles opportunités et de nouvelles perturbations de formes commerciales préexistantes.

Pour comprendre les processus en cours, il apparaît intéressant de changer les approches économiques usuelles qui, dans leur présentation de l'économie formelle et informelle, ne se réfèrent implicitement qu'à des pratiques économiques dont les foyers originels sont les pôles dominants du grand commerce international. En inversant la perspective, c'est-à-dire en centrant l'analyse sur les pratiques institutionnelles de l'économie dite informelle, on additionne un champ nouveau qui permet de mieux comprendre les soi-disantes "imperfections" par rapport à nos modèles d'analyse. Ainsi, en période de libéralisme, on peut s'apercevoir que les pratiques d'échanges du commerce international s'adaptent autant aux formes commerciales "anciennes" africaines que ces dernières s'adaptent àcelles du commerce international.

La question originelle devient donc de comprendre s'il existe un modèle (ou des modèles) d'échanges spécifiques en Afrique et à Madagascar (diversité des pratiques, profondeur sociohistorique qui est encore une référence opératoire) et comment il s'adapte progressivement à celui d'un nouveau courant dominant, le libéralisme.

Il y a alors un double intérêt à choisir les produits vivriers. D'une part, les phénomènes coloniaux et libéraux les ont moins touchés (mis à part le cas de quelques denrées comme le riz) que d'autres produits du marché mondial (café, cacao, coton). D'autre part, ils donnent un enjeu tout particulier à l'analyse car ils posent le problème des chances nouvelles d'approvisionnement des villes africaines en période peu propice aux importations alimentaires autres que l'aide. L'articulation villes-campagnes devient alors le centre privilégié de notre approche.

Les méthodes

Des lectures théoriques et méthodologiques dans les sciences sociales ont permis de forger petit à petit les outils d'une analyse de terrain volontairement ouverte. Cette recherche a utilisé des travaux de l'histoire économique (Polanyi, Coquery-Vidrovitch, J. Illife, A.G. Hopkins), de l'anthropologie économique (C. Meillassoux, D. Forde), des théories marxistes (Le Capital, livre I, partie 2, chap. 4 à 7 ; livre II, chap. 6, 9, 12, 13, 14), des théories institutionnalistes (G.M. Hodgson, Jones), des méthodes d'analyse des filières (Duruflé, Fabre, Freud, Yung) et enfin des travaux d'économistes et de sociologues africanistes (Arditti, Couty, Grégoire, Amselle).

Si on essaie de savoir s'il existe un (ou des) modèle(s) spécifique(s) des échanges vivriers en Afrique et à Madagascar, il faudra toujours le décrire comme quelque chose qui émerge et/ou disparaît en un lieu et un temps donnés et, de là, en déduire la genèse. Mais si ce ou ces modèles sont en réalité un ensemble de relations ouvertes, alors il est préférable dans un premier temps de se munir d'une grille d'analyse qui rende possible une analytique des relations d'échange. Notre démarche revendique donc le retour à un empirisme, contrôlé toutefois par nos connaissances en sciences économiques.

La méthodologie des "filières" structure la recherche autour des différentes fonctions économiques existant depuis la production jusqu'à la consommation : la collecte et le regroupement, la transformation, la redistribution. A cette méthodologie principalement conçue à l'origine comme un outil de bilan national de comptabilité économique, nos recherches entreprises à partir de 1989 ont donné de nouvelles orientations. Si la détermination précise des fonctions représente le squelette (*voir* figure 1), trois méthodes d'approche différentes permettent de comprendre le fonctionnement socioéconomique, mais également la structuration des processus sociaux et géographiques.

La première s'attèle au calcul des coûts et des marges réellement observés sur le terrain, lors des enquêtes. La deuxième essaie de donner une vision spatialisée des différentes fonctions : aires de production, collecte,

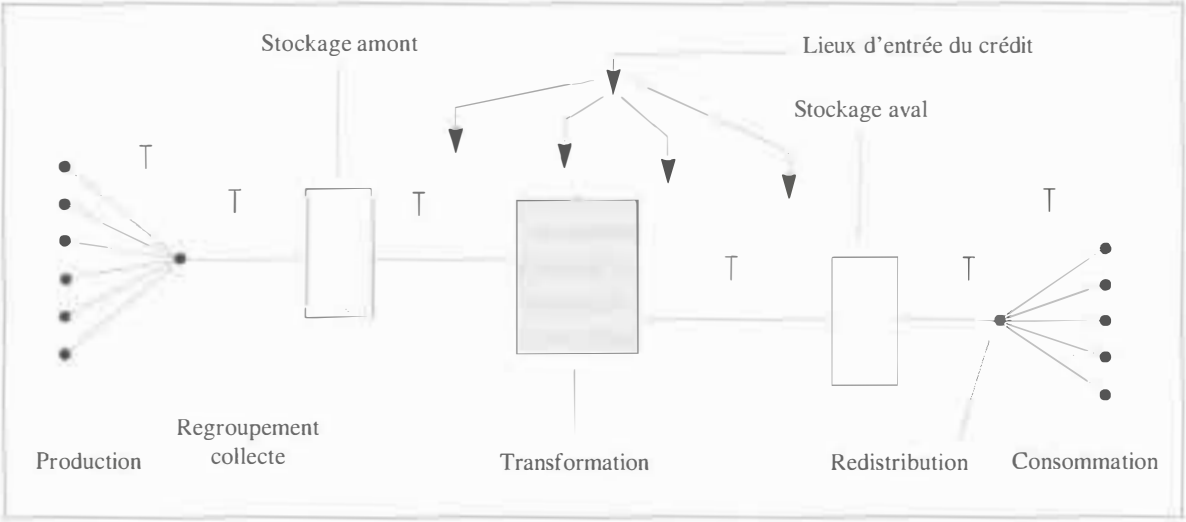

Figure 1. Les différentes fonctions (simplifiées) des démarches

transformation, consommation, flux consécutifs. Une troisième dimension étudie plus particulièrement les rapports sociaux autour de l'appropriation et des utilisations des moyens de production de type historique, elle permet de situer les noeuds du pouvoir du capital et du travail, et de voir comment les acteurs s'articulent autour de règles et d'institutions pour se répartir les biens et gérer les conflits et les alliances (*voir* figure 2).

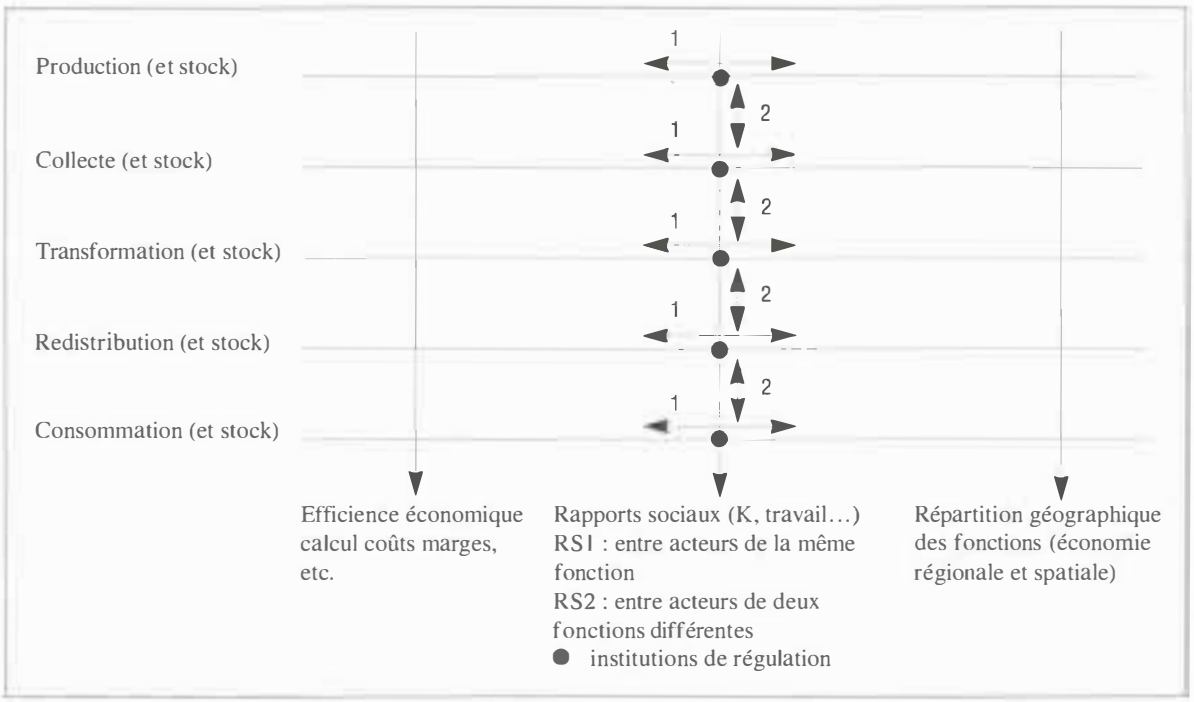

Figure 2. Les trois regards sur les fonctions

La spécificité de ces méthodes réside dans le choix a priori d'un produit ou d'un groupe de produits similaires (exemple : légumes) qui est d'un grand enjeu en termes d'accumulation et/ou en termes de survie pour les principaux opérateurs de la production. En sélectionnant pour l'analyse un produit clé plutôt que tous les produits de l'échange, on arrive plus aisément à comprendre les efficiences économiques et les rapports sociaux, donc les enjeux sociaux entre les différents acteurs. La limite de ce troisième éclairage réside cependant dans sa pertinence même. Son approche sectorielle ne permet pas de rendre compte de l'ensemble des rapports sociaux entre producteurs et commerçants transformateurs. Le juste équilibre revient donc à bien choisir le ou les produits déterminants et les acteurs pour lesquels ce ou ces produits sont fondamentaux dans leur survie et leur accumulation possible. Les enjeux de l'Etat et de son équilibre économique sont parfois opposés à ceux de certaines de ses classes paysannes ou d'entrepreneurs.

Dans les conclusions de nos études, ces trois éclairages différents acquièrent une cohérence plus globale, notamment quand nous y adjoignons l'analyse de plusieurs "filières" sur un même espace.

Terrains et résultats pour le développement et la recherche

Ces outils ont été testés sur différents produits (maraîchage, riz, tubercules), puis appliqués pour l'analyse de cas de différents pays : Congo, République centrafricaine, Guinée-Bissau, Guinée-Conakry, Ghana, Mali, Cameroun, Madagascar, Togo.

L'intéressante dualité de la fonction de "recherche appliquée" nous a conduits àsystématiquement écrire nos résultats pour le développement et pour la recherche.

Pour celui-là, trois pays ont été particulièrement intéressés par nos résultats : riz en Guinée-Conakry, riz et maraîchage à Madagascar, maraîchage au Congo. Pour celle-ci, quatre nouveaux développements sont annoncés :

- un livre (en cours de publication) avec nos collègues anglais sur le "deuxième axe" de notre démarche, à savoir les rapports sociaux dans les échanges ;
- une réflexion théorique renouvelée par l'articulation de nos démarches avec les théories des institutionnalistes. Elle est conduite par P. Moustier (Wye College), par L.Pujo (université d'Oxford) et par F. Lancon (université de Nanterre) ;
- un nouveau déploiement de nos analyses autour du thème "approvisionnement vivrier des villes africaines – les organisations au coeur des ajustements". Cette action thématique programmée interne au CIRAD est animée par Paule Moustier ;
- un déploiement géographique nouveau par rapport à notre champ originel : Indonésie (F. Lancon) et Vietnam (A. Leplaideur, J.F. Lecoq).

Abstract

From the producer to the consumer

A. Leplaideur (CIRAD-CA)

Until recently, research and development targetting farmers in tropical ACP countries focused almost exclusively on agricultural production. The aim was to increase production through the introduction of inputs, such as seeds and fertilizers, and the formulation of new cropping systems. With populations increasing faster in urban than in rural areas, however, a new research trend emerged in which the focus was on production oriented toward customers' needs.

In this presentation, the author describes the change which has taken place in CIRAD, particularly in its food crops research department. Since its establishment in 1960, CIRAD has had two main approaches. The first emphasized the development of technical packages, few of which took adequate account of farmers' expectations and constraints. The second approach, adopted in the late 1960s, was based on an interdisciplinary approach and farmer participation. This approach promoted the socio-economic aspects of production, and involved studies on rural economy and farm management. When other social sciences (such as sociology) were integrated into this work, the concept of the individual producer was broadened to the village, and then to the region, giving rise to the farming systems approach. The study of marketing systems, however, remained absent from these regional analyses.

Social scientists now advocate integrating analyses of marketing systems into the overall approach, with an emphasis on the links between farming and marketing systems, and with due attention being given to the role of the informal sector. CIRAD scientists have started a series of studies in tropical ACP countries incorporating this approach. The knowledge gained on marketing systems and rural-urban commercial links will enable them to identify areas where research is needed if there is to be an immediate impact on food supplies in the cities.